|  |  |
| --- | --- |
| Numéro du marché : |  |



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

ACTE D’ENGAGEMENT (AE)

|  |  |
| --- | --- |
| Pouvoir adjudicateur (acheteur) : | **Chambre de Commerce et d’Industrie Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d’Azur** agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales et établissements en qualité de coordonnateur d’un groupement de commandes composé de :  -Chambre de Commerce et d’Industrie Nice Côte d’Azur (CCI NCA) (dont IFPS : Institut de Formation Pharmacie Santé, I.F.A. : Institut de Formation Automobile, I.N.B : Institut Nautique, MDE : Maisons Des Entreprises, le POINT A (Point Apprentissage)  - SAS VAUBAN 21  - SAS GALLICE 21  - SCI DU PAL  - SCI CAMPUS REGIONAL APPRENTISSAGE  - SCI ECOLE INTERNATIONALE  - SCI CCINCA SOPHIPOLITAINE  - SAS CARABACEL PATRIMOINE  - SAS NICE AIR PORTS ENGINEERING (NAPE)  -SAS CCINCA CONSEIL EN FINANCEMENT  - ASSOCIATION ECOLE 42 CAMPUS DE NICE  -SAS VP GOLFE-JUAN  -SCI ARGILA  **-SCI PIMIAN**  **-** Société PSL (port saint laurent) en cours de création |
| Adresse : | 20 boulevard Carabacel - CS 11259 - 06005 Nice Cedex 1 |
| Objet de la consultation : | **Passation d’un marché d’assurances « Dommages Aux Biens mobiliers et immobiliers » pour les besoins de la Chambre de Commerce et d’Industrie Nice Côte d’Azur et de ses filiales et établissements** |
| Procédure : | MARCHE PUBLIC sur **APPEL D’OFFRES OUVERT** passé en application des articles L 2124-2 et R 2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique. |

|  |
| --- |
| ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE |

**Je soussigné,**

**Identification professionnelle du signataire de l’acte d’engagement :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom / prénom :** |  |
| Fonctions au sein de la personne morale : |  |
| SIRET : |  |
| Représentant la personne morale signataire suivante : |  |

**Identification des opérateurs exécutant le marché :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Si groupement, identité du mandataire du groupement : | |  | | |
| **Intermédiaire :** | Dénomination : |  | | |
| SIRET : |  | ORIAS : |  |
| Est-il membre du groupement :  OUI /  NON | | | |
| **Organisme porteur du risque n°1\* :** | Dénomination : |  | | |
| Si groupement : coassurance :  OUI /  NON – si oui % du risque : | | | Apériteur :  OUI /  NON |
| Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement : | | | |
| **Organisme porteur du risque n°2\* :** | Dénomination : |  | | |
| Si groupement : coassurance :  OUI /  NON – si oui % du risque : | | | Apériteur :  OUI /  NON |
| Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement : | | | |
| **Organisme porteur du risque n°3\* :** | Dénomination : |  | | |
| Si groupement : coassurance :  OUI /  NON – si oui % du risque : | | | Apériteur :  OUI /  NON |
| Si groupement, risque porté et rôle dans le groupement : | | | |
| **Autre :** | Dénomination : |  | | |
| SIRET : |  | Sous-traitant : | OUI /  NON – si oui voir article 2 ci-après |
| Préciser les missions de l’opérateur : |  | | |

(\*) Tel que figurant sur la fiche « informations organisme porteur de risque ».

* après avoir pris connaissance de l’ensemble des pièces du marché visé en objet, et notamment du cahier des clauses particulières (C.C.P.) et de ses annexes,
* après avoir fourni les pièces prévues par le règlement de la consultation,
* atteste que les informations de la fiche « informations organisme porteur de risque » sont exactes (annexe 2 du RC si demandée),
* M’engage ou ENGAGE les membres du groupement, conformément aux conditions, clauses et prescriptions mentionnées au Cahier des Clauses Particulières assorties, si elles existent, des réserves et/ou observations formulées à l’appui de mon offre, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

|  |
| --- |
| En cas de coassurance, le mandataire du groupement (apériteur ou intermédiaire) est réputé engager et représenter l’ensemble des membres de la coassurance. |

|  |
| --- |
| ARTICLE 2 : PRIX |

**L’ensemble des services à exécuter au titre de cet acte d’engagement sera rémunéré selon les modalités définies sur la fiche de tarification constituant l’annexe n°1 du présent** **document.**

Les montants indiqués sur la fiche de tarification s’entendent tout compris : taxes, frais de gestion, commissions… sauf indication expresse contraire du soumissionnaire. Les montants totaux indiqués sont prévisionnels et calculés à partir des éléments fournis aux candidats à la date de l’engagement de la consultation. Un avenant de mise à jour du montant du marché pourra être effectué à sa date d’effet du marché à partir des éléments techniques actualisés.

Seules les modalités de détermination de la cotisation sont contractualisées (taux, cotisation unitaire forfaitaire, minimum annuel de cotisation…).Il en résulte que la cotisation est recalculée chaque année :

* à partir des prix unitaires révisés sur la base de l’évolution de l’indice lorsqu’elle est prévue,
* et, sauf si la cotisation est forfaitaire, sur la base de l’évolution des éléments techniques servant d’assiette (voir article 4.1 ci-après) ;

**Aucune autre cause d’évolution de la cotisation ne peut être appliquée.** Cependant, il est expressément convenu que toute évolution de la fiscalité sera applicable au marché.

Lorsqu’une indexation est prévue (cf. C.C.P. et l’annexe 1 à l’AE : fiche de tarification), son calcul s’effectue chaque année à l’échéance annuelle selon la variation de l’indice par période de 12 mois à partir de la valeur de référence indiquée par le candidat.

I= valeur de l’indice indiquée par le candidat sur la fiche de tarification

I1= valeur de l’indice 12 mois après I

Indexation = I1 / I x prix unitaire

L’indice n’est applicable que sur les prix unitaires. Il ne s’applique pas sur les franchises et montants des garanties.

|  |
| --- |
| **Déclaration de sous-traitance :**  Recours à la sous-traitance :  **OUI** /  **NON –** si OUI joindre obligatoirement en annexe un formulaire DC4 par sous-traitant.  Dans l’affirmative, chaque DC4 annexé au présent acte d’engagement indique la nature et le montant des prestations que j’envisage (ou nous envisageons) de faire exécuter par chaque sous-traitant payé directement, le nom de chaque sous-traitant et les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. |

|  |
| --- |
| Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que chaque sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.  Chaque annexe constitue une demande d’acceptation du sous-traitant concerné et d’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.  Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.  Le montant total des prestations dont la sous-traitance est envisagée conformément à ces annexes est de :  Montant : € HT soit : € TTC |

|  |
| --- |
| ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE |

1. Durée du marché :

Le marché prendra effet le **1er janvier 2026** à zéro heure. Il se reconduira automatiquement à l’échéance chaque année jusqu’au **31 décembre 2029** à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation suivantes.

|  |
| --- |
| Lorsqu’un soumissionnaire propose pour un même marché plusieurs contrats en réponse à la demande formulée, il est convenu que tous les contrats sont liés en ce qui concerne leur prise d’effet et leur durée.  La résiliation d’un des contrats entrainera de plein droit la résiliation de l’ensemble des autres contrats souscrits en réponse à un même marché à la même date que le contrat résilié, sauf accord contraire écrit des parties. |

B) Résiliation

Outre les conditions prévues au Code des Assurances modifiées le cas échéant par les dispositions ci-après, le contrat est résiliable annuellement à l’échéance moyennant **un préavis dont la durée est fixée au C.C.P.**

3.1 - L’assureur renonce à la faculté de résiliation du contrat pour sinistre prévue par le Code des assurances, en dehors de la résiliation annuelle à l’échéance et sous réserve du respect du préavis de **6 mois**.

|  |
| --- |
| ARTICLE 4 : EXECUTION DU MARCHE |

4.1 – Modification du marché

Il est convenu que les dispositions de l’article L 2194-1 du code de la commande publique sont applicables au marché, notamment l’alinéa 1° (réexamen) pour les situations visées aux articles ci-dessous A l’issue du réexamen, les parties peuvent consacrer ces évolutions dans un acte modificatif.

Il est convenu que toute évolution de la fiscalité applicable au marché (taux de taxes, contributions aux fonds de garanties perçues sur les cotisations HT…) seront répercutées sur le marché, le titulaire devant en détailler l’impact.

**4.1.1 - Mise à jour des éléments techniques :**

La mise à jour des éléments techniques déclarés à la souscription, basant l’appréciation des risques par le titulaire, sera effectuée chaque année par et à l’initiative de ce dernier.

**4.1.2 - Evolution du risque :**

A – En cas de survenance d’un risque nouveau qui relève du présent marché (extension d’une compétence…), il est convenu que les parties pourront convenir d’une modification tarifaire limitée (nouvelle catégorie tarifaire, nouveau prix unitaire…) dès l’instant que la modification implique un impact tarifaire inférieur à 30 % de la valeur totale du marché. Dans tous les cas, il sera fait application des conditions tarifaires du marché lorsque le risque à intégrer est similaire à celui déjà assuré.

B - En cas d’aggravation ou de réduction du risque (évolution établie objectivement par le titulaire qui aurait modifié son positionnement si elle avait été présente lors de l’analyse initiale du dossier de consultation - le niveau de sinistralité seul ne peut constituer une cause d’aggravation du risque), et nonobstant toute autre disposition prévue par le code des assurances, le titulaire dispose d’un délai d’un mois à partir du moment où il en a connaissance pour notifier au souscripteur sa position (résiliation / majoration…).

Entrent notamment dans ce cadre les modifications réglementaires et législatives, sous réserve pour la partie demandant la modification, d’en justifier l’impact effectif sur les risques assurés.

A défaut d’accord entre les parties, le marché prendra fin de plein droit 6 mois après réception par le titulaire de la notification au souscripteur. En cas d’accord entre le titulaire et l’acheteur sur les modifications proposées, le marché pourra faire l’objet d’un avenant conformément à l’article L 2194-1 1° du code de la commande publique, dès l’instant que l’impact de ces mesures n’implique pas une hausse supérieure à 50 % du montant total du marché (la durée initiale du marché pourra être réduite pour limiter l’impact de cette mesure).

C – En cas de sinistralité dégradée (rapport du montant total des sinistres après écrêtement du sinistre le plus important divisé par le montant de la cotisation hors taxes et hors commissions supérieur à 1,10 sur au moins deux années consécutives), les parties pourront convenir de mesures de nature à rétablir un équilibre économique minimal. La modification décidée ne peut pas impliquer un impact global > 50 % de la valeur totale du marché (la durée initiale du marché pourra être réduite pour limiter l’impact de cette mesure).

4.2 – Fourniture de la sinistralité

Sur demande du souscripteur et sous un délai de 20 jours, le titulaire s’engage à fournir la liste détaillée des sinistres qui devra indiquer les éléments suivants : garantie mise en œuvre / état du sinistre / règlements / provisions / recours prévu ou effectué / frais divers / franchise appliquée/ référence du souscripteur

Une extraction de la base des sinistres sera transmise au souscripteur à se demande (sous format « tableur » dès l’instant que le nombre de sinistres le justifie) de façon à permettre une exploitation statistique des données.

Le titulaire s’engage également à répondre favorablement à toute demande d’explication sur les dossiers sinistres provisionnés (circonstances, perspectives, justification de la provision appliquée…).

|  |
| --- |
| ARTICLE 5 : PAIEMENT |

**L’acheteur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché auprès de l’organisme qui porte et provisionne le risque** (sauf mandat autorisant l’acheteur à effectuer les paiements directement au mandataire) **en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Compte ouvert à l'organisme bancaire : | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | |  |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| à : | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | |  |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| au nom de : | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | | | |  |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| sous le numéro : |  |  |  |  |  | |  | |  | |  | |  |  | |  | |  | | clé RIB : | | |  | |  |  | |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| code banque : |  |  |  |  | |  | | code guichet : | | | | | | |  | |  | |  | |  |  | |  | | |  |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| IBAN : |  |  |  |  |  | |  | |  | |  | |  |  | |  | |  | |  | | |  | |  |  | |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | | |  |
| B.I.C. : |  |  |  |  | |  | |  | | | | | | |  | |  | |  | |  |  | |  | | |  |

Le délai de paiement est fixé par les articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d’intérêts moratoires, conformément aux dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à R. 2192-36.

L’acheteur est astreint à certaines formalités administratives liées au paiement des factures. Pour en permettre son règlement, toute facture devra impérativement :

* comporter un montant de cotisation conforme au marché ;
* détailler les éléments justifiant le montant de la cotisation facturée (prix unitaires du marché, évolution indiciaire appliquée, assiette de cotisation retenue, éléments de proratisation si régularisation de cotisation…) pour en permettre la vérification ;

A défaut de la fourniture de ces éléments détaillés ou si la cotisation facturée est erronée, l’acheteur notifie au titulaire son impossibilité de paiement ce qui suspend tout délai de paiement à la charge de l’acheteur et empêche toute suspension ou résiliation des garanties par le titulaire.

**Dispositions applicables en matière de facturation électronique :** Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro conformément à la législation en vigueur. Les entreprises s'inscrivent et accèdent à la solution Chorus Pro par internet, à l'adresse suivante : <https://chorus.pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l’acheteur la rejettera après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange informatisé de données).

L’attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que les factures qui ne respectent pas ces règles seront **systématiquement** retournées.

AVANCE prévue par les articles L 2191-2 et R 2191-3 du Code de la Commande publique : sans objet du fait de l’application des dispositions d’ordre public prévues par le Code des assurances (indivisibilité de la cotisation et paiement d’avance). Le principe de l’assurance étant la mutualisation des risques fondé sur la constitution d’une masse financière apte à la prise en charge des conséquences d’un sinistre, le Code des assurances prévoit le paiement par avance des cotisations d’assurance. Les dispositions en matière d’avance sont donc inapplicables au présent marché.

Article 6 : ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES – ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

Les documents contractuels énumérés ci-dessous sont classés par ordre de priorité décroissante :

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | L'acte d'engagement et ses annexes (annexe 1 : fiche de tarification, annexe 2 : note de réserves, annexe 3 : fiche de gestion, annexe 4 : déclaration d’absence de conflit d’intérêt ). |
| **2** | Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ou le projet de contrat lorsqu’une variante est imposée (case n°4 de la fiche de réserves). |
| **3** | Les textes de l’assureur (conditions générales, conditions particulières…) complétés, ou à défaut, par les dispositions du Code des assurances. |
| **4** | Le Code de la Commande Publique |
| **5** | Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) disponible à l’adresse internet suivante : www.journal-officiel.gouv.fr |

|  |  |
| --- | --- |
| Je soussigné, | *(nom / prénom)* |
| Représentant la société : |  |

Agissant en qualité d’assureur / apériteur / intermédiaire **mandaté** *(Rayer la mention inutile)*

Accepte de garantir **la Chambre de Commerce et d’Industrie Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d’Azur** pour les risques objet du présent acte d’engagement et selon les garanties retenues par ce dernier à compter du : **1er janvier 2026 à 0 h.**

**En outre, je m'engage :**

* à ne pas tenir compte de la dégradation éventuelle de la sinistralité entre l’engagement de la présente consultation et la date de prise d’effet du contrat ;
* à délivrer dans les dix jours de l’accord qui me sera notifié un accusé réception de la notification indiquant le numéro du contrat ainsi que toutes informations pratiques pour sa mise en œuvre **(si le titulaire émet une note de couverture il est informé qu’elle ne sera pas signée par l’acheteur)** ;

**- j’atteste que** l’organisme ou le groupement qui porte et provisionne les risques dispose des agréments utiles à la couverture de l’ensemble des garanties objet du marché auquel il soumissionne ;

**- Je reconnais et accepte que le pouvoir adjudicateur refusera la signature de tous contrats, conditions particulières ou autres documents émis par le titulaire en plus des pièces du marché, je renonce à émettre ces documents.**

En signant le marché, le soumissionnaire s’engage à respecter la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 « RGPD ».

Fait en un seul original, à ,

Le

Signature / identité et fonction du signataire et cachet de l’entreprise

|  |  |
| --- | --- |
| ***A compléter par le soumissionnaire****- Personne à contacter pour demande de précisions sur l’offre s’il y a lieu :* | |
| NOM / prénom : |  |
| Tél. : |  |
| Courriel : |  |

**ACCEPTATION DE L’OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR :**

La présente proposition est acceptée pour valoir acte d'engagement incluant l’ensemble des documents que le soumissionnaire a transmis dans son offre ainsi que les documents suivants :

Précision ;

Mise au point ;

Autres (à préciser) :

A , le

*Signature du représentant du pouvoir adjudicateur :*

|  |
| --- |
| Réservé au pouvoir adjudicateur  *Détail des garanties retenues / cotisations HT et TTC / assiette / indexation… :* |
|  |

|  |
| --- |
| FICHE DE TARIFICATION (annexe 1 à joindre obligatoirement à l’acte d’engagement) |

Les montants indiqués en euros sont provisionnels et peuvent varier avec l’assiette de cotisation

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | | H.T. | T.T.C. |
| Patrimoine général - Franchise générale de 2.500 € | | | |
| **ARTICLE 2 du C.C.P.**  Toutes garanties, frais et pertes de l’article 2 du C.C.P.  Surface : 19 117 m² | Prix / m² : |  |  |
| Frais et accessoires : |  | |
| Cotisation provisionnelle 2026 T.T.C. :  (y compris catastrophes naturelles / attentats et GAREAT) | |  |
| SCI CAMPUS - Franchise générale de 2.500 € | | | |
| **ARTICLE 2 du C.C.P.**  Toutes garanties, frais et pertes de l’article 2 du C.C.P.  Surface : 25 556 m² | Prix / m² : |  |  |
| Frais et accessoires : |  | |
| Cotisation provisionnelle 2026 T.T.C. :  (y compris catastrophes naturelles / attentats et GAREAT) | |  |
| PORTS (hors Saint Laurent du Var) - Franchise générale de 15.000 € | | | |
| **ARTICLE 2 du C.C.P.**  Toutes garanties, frais et pertes de l’article 2 du C.C.P.  Surface : 10 803 m² | Prix / m² : |  |  |
| Frais et accessoires : |  | |
| Cotisation provisionnelle 2026 T.T.C. :  (y compris catastrophes naturelles / attentats et GAREAT) | |  |
| PAL - Franchise générale de 2.500 € | | | |
| **ARTICLE 2 du C.C.P.**  Toutes garanties, frais et pertes de l’article 2 du C.C.P.  Surface : 27 323 m² | Prix / m² : |  |  |
| Frais et accessoires : |  | |
| Cotisation provisionnelle 2026 T.T.C. :  (y compris catastrophes naturelles / attentats et GAREAT) | |  |
| PORT Saint Laurent du Var - Franchise générale de 15.000 € | | | |
| **ARTICLE 2 du C.C.P.**  Toutes garanties, frais et pertes de l’article 2 du C.C.P.  Surface : 9 300 m² (surface confirmée à la mise en place du marché) | Prix / m² : |  |  |
| Frais et accessoires : |  | |
| Cotisation provisionnelle 2026 T.T.C. :  (y compris catastrophes naturelles / attentats et GAREAT) | |  |

**IMPORTANT : Le soumissionnaire doit répondre à l’ensemble des demandes ci-dessus, l’offre devant permettre la couverture de l’ensemble du patrimoine de l’acheteur.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Indexation :**  OUI /  NON  Indiquer valeur et date de valeur de l’indice de référence |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Fait à :  Le : | Signature du candidat et cachet : |

FICHE DE GESTION (annexe 2 à joindre obligatoirement à l’acte d’engagement)

**Les engagements en matière de gestion sont pris par le candidat ou son mandataire :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ENGAGEMENTS EN MATIERE DE GESTION** | | Réponse | Qui assume l’engagement ?  Cocher la case | |
| Candidat | Mandataire |
| FOURNITURE DE DONNEES STATISTIQUES | | | | |
| Pour se constituer sa propre base de données « sinistres », le candidat peut-il fournir au souscripteur des états sinistres 2 fois par an (janvier et juillet) | | OUI /  NON |  |  |
| Fourniture de la base de sinistre sous Excel : | | OUI /  NON |  |  |
| Contenu des données transmises pour chaque sinistre :  - N° de sinistre assureur : | | OUI /  NON |  |  |
| - N° de sinistre assuré : | | OUI /  NON |  |  |
| - Garantie impactée : | | OUI /  NON |  |  |
| - Date de survenance : | | OUI /  NON |  |  |
| - Montant du règlement effectué : | | OUI /  NON |  |  |
| - Montant des provisions en cours : | | OUI /  NON |  |  |
| - Montant des frais (expertises…) : | | OUI /  NON |  |  |
| - Montant de la franchise appliquée : | | OUI /  NON |  |  |
| GESTION DU CONTRAT | | | | |
| Un processus de gestion avec la désignation des interlocuteurs dédiés est-il défini ? | | OUI /  NON |  |  |
| Détailler le processus de gestion à chaque étape. Préciser l’interlocuteur dédié pour le traitement de la demande. Tout document support peut être annexé à la fiche de gestion. | |  |  |  |
| Fourniture d’attestations sous 2 j ouvrées ? | | OUI /  NON |  |  |
| Réponse aux questions sur les baux / conventions sous 2 j ouvrées ? | | OUI /  NON |  |  |
| Un déplacement annuel est-il intégré dans la prestation ? | | OUI /  NON |  |  |
| GESTION DES SINISTRES | | | | |
| Désignation d’un expert sous 3 j ouvrés maximum à compter de la réception de la déclaration de sinistre  Désignation d’un expert dans la journée pour un dossier urgent ? | | OUI /  NON  OUI /  NON |  |  |
| Les rapports de l’expert désigné par l’assureur sont-ils remis au souscripteur ? | | OUI /  NON |  |  |
| Seuil de désignation de l’expert : |  | | | |
| Position de l’assureur sous 15 jours ouvrés à réception du rapport d’expertise ? | | OUI /  NON |  |  |
| Règlement de l’indemnité sous 15 jours ouvrés à réception des factures ? | | OUI /  NON |  |  |
| Possibilité de choisir le cabinet d’expertise avec qui le souscripteur souhaite travailler ? | | OUI /  NON |  |  |

FICHE DE GESTION (annexe 2 à joindre obligatoirement à l’acte d’engagement)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ENGAGEMENTS EN MATIERE DE GESTION** | Réponse | Qui assume l’engagement ?  Cocher la case | | | |
| Candidat | | Mandataire | |
| GESTION DES SINISTRES | | | | | |
| Les recours pour des sinistres inférieurs aux franchises contractuelles sont-ils effectués ? | OUI /  NON | |  | |  |
| Les recours pour des sinistres non garantis sont-ils effectués ? | OUI /  NON | |  | |  |
| MOYENS MIS A DISPOSITION POUR LA GESTION DES SINISTRES | | | | | |
| Mise à disposition d’un interlocuteur dédié pour la gestion des sinistres ?  En cas de l’absence de l’interlocuteur dédié, comment la continuité des prestations s’effectue-t-elle : | OUI /  NON | |  | |  |
| PREVENTION ET FORMATION | | | | | |
| Des formations à la gestion des sinistres et / ou à l’analyse des garanties sont-elles proposées pour les collaborateurs du souscripteur ? | OUI /  NON | |  | |  |
| Ces formations sont-elles payantes ? | OUI /  NON | |  | |  |
| Des actions en matière de prévention incendie et/ou intrusion sont-elles proposées ? | OUI /  NON | |  | |  |
| Ces actions sont-elles payantes ? | OUI /  NON | |  | |  |
| Des outils de suivi et de gestion des sinistres par internet sont-ils mis à disposition ? | OUI /  NON | |  | |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Fait à :  Le : | Signature du candidat et cachet : |

|  |
| --- |
| FICHE DE RESERVES (annexe 3 à joindre obligatoirement à l’acte d’engagement) |

|  |  |
| --- | --- |
| Pyramide des textes applicables (*Cocher obligatoirement la case correspondant à la situation)* | |
| **CASE** | **Lisibilité de l’offre : ordre de priorité des pièces contractuelles (article 6 de l’AE) et position des textes de l’assureur (conditions générales / conventions spéciales / projet de contrat…), lesquels doivent être joints à l’offre.** |
| **1** | L’offre n’est complétée par aucun texte de l’assureur. |
| **2** | L’offre est complétée par les textes de l’assureur qui viennent uniquement en complément du CCP. Les dispositions de ces textes ne s’appliquent que lorsqu’elles sont plus favorables à l’assuré. Les exclusions de ces textes ne s’appliquent que dans le cas où elles ne sont pas contraires à des dispositions du CCP. |
| **3** | L’offre est complétée par les textes de l’assureur qui viennent uniquement en complément du CCP. Les dispositions de ces textes ne s’appliquent que lorsqu’elles sont plus favorables à l’assuré. L’intégralité des exclusions de ces textes s’appliquent, y compris lorsqu’elles sont contraires à des dispositions du CCP. |
| **4** | L’offre est constituée exclusivement par les textes de l’assureur. Les dispositions du CCP ne sont pas appliquées. |

|  |
| --- |
| Sauf si vous acceptez intégralement les dispositions contenues dans les pièces du dossier de consultation, indiquez les réserves et / ou observations que vous souhaitez formuler et rendre applicables au marché : |
| Réserves / observations : |

|  |  |
| --- | --- |
| Fait à :  Le : | Signature du soumissionnaire : |

|  |  |
| --- | --- |
| Annexe n°4 : | Déclaration d’absence de conflit d’intérêt |

**Déclaration annexée à la candidature à un marché public de la CCI :**

Assurancespour les besoins de la Chambre de Commerce et d’Industrie Nice Côte d’Azur et de ses filiales et établissements

Marché n°

Je, soussigné, agissant tant à titre personnel qu’en tant que représentant de l’entité économique candidate au marché public en rubrique pour mes préposés et pour les entreprises dans lesquelles je détiens directement ou indirectement des participations déclare :

* Ne pas être en situation de conflit d’intérêt prohibée par l’article 93.2 a) du règlement intérieur de la CCI qui stipule : « Les membres de la Chambre doivent s’abstenir de contracter avec la Chambre dans les domaines où ils sont titulaires d’attributions ou de compétences, qu’il s’agisse, d’une part, d’un pouvoir propre ou issu d’une délégation, détenu de manière exclusive ou partagé avec d’autres, d’autre part, d’un pouvoir de préparation ou de proposition de décisions prises par d’autres […] » ;
* Atteste avoir connaissance de l’article 432-12 du Code pénal relatif à la prise illégale d’intérêts qui réprime :
  + « Le fait, par une personne dépositaire de l’autorité publique ou chargée d’une mission de service public ou par une personne investie d’un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l’acte, en tout ou partie, la charge d’assurer la surveillance, l’administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d’emprisonnement et de 500 000 € d’amende ;
  + Dans les cas prévus par cet article, peuvent être prononcées, à titre complémentaire, les peines suivantes : 1°) L’interdiction des droits civils, civiques et de famille, suivant les modalités prévues par l’article 432-17 du code pénal ; 2°) L’interdiction suivant les modalités prévues par l’article 432-17 du code pénal, d’exercer une fonction publique ou d’exercer l’activité professionnelle ou sociale dans l’exercice ou à l’occasion de l’exercice de laquelle l’infraction a été commise ; […] »

Fait à …le…

Prénom :

Nom :

Entreprise (cachet)